



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 11 février 2015 — N° 56

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de LaFontaine sur le sujet suivant : *Hommage à Emma-Lee Di Giovanni, championne du monde junior en taekwondo.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la Maison Oxygène.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Soutien à Raif Badawi et à sa famille réfugiée à Sherbrooke.*
- La députée d'Iberville sur le sujet suivant : *Le curé Ouellette.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Hommage à Jean-Marie Bastille.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Félicitations aux citoyens et aux élus de la MRC de D'Autray.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner la 39^e édition du Tournoi national Pee-Wee Anjou.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Le Grand Village.*
- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Hommage à M. Réjean Paul.*
- La députée de Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner l'initiative de Dave Simard, un citoyen qui a décidé de contribuer à sa façon à la lutte contre l'intimidation.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 13*
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 2) Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 12 novembre 2014
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **5 décembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**
- 4) Projet de loi n° 25
Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers
Présenté par le ministre des Transports le **28 novembre 2014**

- 5) Projet de loi n° 26
Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics
Présenté par la ministre de la Justice le 3 décembre 2014
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 6) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 7) Projet de loi n° 28*
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016
Présenté par le ministre des Finances le **26 novembre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 30
Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 5 décembre 2014
Principe adopté le **10 février 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 9) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 10) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

- 11) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 12) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

- 13) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 14) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

- 15) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

16) Projet de loi n° 393

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

17) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

18) 10 février 2015

Motion du député de Chicoutimi :

QUE l'Assemblée nationale affirme, à l'instar du rapport Bouchard-Taylor, que l'intégrisme est une interprétation littérale et monolithique des religions, en vertu de laquelle ces dernières acquièrent une préséance absolue sur les autres considérations sociales, politiques, scientifiques, et qui conduit à rejeter toute évolution;

QU'elle déclare que l'intégrisme religieux s'exprime le plus souvent par une atteinte au principe fondamental d'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'aux droits fondamentaux des personnes homosexuelles;

QU'elle soutienne que la pratique de l'intégrisme religieux a des impacts sur la collectivité et qu'elle ne peut se résumer à l'expression d'un choix personnel;

Enfin, qu'elle rappelle l'urgence de documenter ce phénomène par un observatoire de l'intégrisme religieux.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 28**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (mandat confié le 4 décembre 2014).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 30**, Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire (mandat confié le 10 février 2015).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Documents intitulés Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion (mandat confié le 10 février 2015).

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 10 février 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 25**, Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers (mandat confié le 10 février 2015).
- Projet de Stratégie gouvernementale de développement durable révisée 2015-2020 (mandat confié le 10 février 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 18) Mme Maltais (Taschereau) – **2 octobre 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 8 juillet 2014, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a affirmé que lorsqu'il avait décidé de retourner à la pratique médicale en septembre 2012, alors qu'il était député de l'opposition officielle, il avait demandé un avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie quant à cette situation.

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la demande d'avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la réponse du Commissaire à l'éthique et à la déontologie à cette demande d'avis?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer l'ensemble de la correspondance qu'il a entretenue avec le Commissaire à l'éthique et à la déontologie en regard à cette situation?

- 28) M. LeBel (Rimouski) – **28 novembre 2014**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Questionné sur le cas d'une résidente en CHSLD n'ayant pas reçu de bain en neuf mois le 27 novembre dernier, le ministre de la Santé a fourni les réponses suivantes à l'Assemblée nationale :

« M. le Président, je suis tout à fait en accord avec certains commentaires qui viennent d'être faits. C'est une situation qui est tout à fait inacceptable, et je tiens à offrir ici certainement et à la dame et à la famille, certainement, mes meilleurs commentaires en ce sens qu'évidemment ce n'est pas acceptable, évidemment, ce genre de situation là, là. Il n'y a personne qui peut tolérer ça.

Alors, au ministère, M. le Président, nous sommes actuellement avec les autorités à faire le point sur cette situation-là, parce que les raisons invoquées pour mener à cette situation-là sont, du moins dans ce qui a été rapporté dans les

journaux, assez difficiles à comprendre, parce qu'on invoque un certain nombre de problèmes techniques, là, que j'ai de la misère à justifier moi-même. Alors, il va falloir qu'on m'explique la chose, d'une part.

Et, d'autre part, ça fait maintenant un certain nombre de fois qu'on rapporte ce genre d'événement là, à un point tel qu'au ministère on a décidé de faire une revue complète des orientations pour ce qui est des soins à donner aux gens et surtout des règles à appliquer en termes de gestion pour faire en sorte que les pendules soient mises à l'heure dans notre réseau de CHSLD, M. le Président.

[...]

M. le Président, j'ai clairement exprimé, clairement exprimé les mêmes sentiments que mon collègue vient de le faire. Cette situation-là n'est pas acceptable. La population qui nous écoute a tout à fait raison de s'attendre à ce que cette situation-là non seulement soit corrigée, mais ne se reproduise plus. Et on va faire tous les efforts possibles pour que ça n'arrive plus, M. le Président, entre autres en révisant nos procédures dans tout le réseau. »

Nous souhaitons obtenir copie des procédures, orientations et règles révisées tel que le ministre s'est engagé à le faire, ainsi que de toute directive envoyée à ce sujet par le ministère et/ou par les agences aux établissements à la suite des questions soulevées par l'opposition officielle.

29) M. Traversy (Terrebonne) – **3 décembre 2014**
À la ministre de la Famille

Considérant que récemment la ministre de la Famille annonçait la volonté de son gouvernement de convertir des garderies privées non-subventionnées en garderies privées subventionnées. Elle indiquait, de plus, que des projets de CPE qui ne pourraient se réaliser puisqu'ils seraient incapables de payer le 50% des coûts d'immobilisation que la ministre veut leur imposer devraient se tourner vers des partenariats avec des garderies privées non-subventionnées.

Sans nier qu'il puisse y avoir des garderies commerciales de qualité, pourquoi le taux de plaintes y est-il chaque année beaucoup plus élevé?

Comment la commercialisation des services de garde peut-elle assurer la présence d'éducatrices aussi bien formées que dans le réseau des CPE?

Comment les garderies commerciales peuvent-elles garantir, alors que souvent sans programme de formation continue et sans un service-conseil en appui au personnel, un environnement à la fine pointe des connaissances dans le domaine?

Comment une entreprise commerciale peut-elle concilier une recherche légitime de profit avec des conditions de travail (salaires, avantages sociaux, formation continue) équivalant à celles de coopératives de services à but non lucratif (CPE)?

Comment ces garderies commerciales peuvent-elles éviter un roulement du personnel qui met à mal la présence familière et rassurante d'éducatrices dont les enfants et les parents ont besoin?

Comment ces garderies commerciales peuvent-elles contribuer à faciliter l'accès, comme le font les CPE, aux enfants issus d'un milieu défavorisé et aux enfants qui présentent des besoins particuliers (handicaps physiques, autisme, troubles du comportement, etc.) considérant que ceux-ci exigent une attention particulière et souvent des coûts financiers plus importants qui ne s'insèrent pas dans les visées mercantiles des garderies commerciales?

La ministre de la Famille a évoqué récemment la possibilité que des CPE doivent faire des partenariats avec les garderies privées non-subsidées. Comment ces garderies entendent-elles faire une place majoritaire dans leur conseil d'administration aux parents, comme dans les CPE, parents qui sont des sentinelles essentielles du bien-être de leurs enfants?

31) Mme Roy (Montarville) – **4 décembre 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le ministre de l'Éducation a annoncé, le 19 novembre dernier, qu'il réduirait le nombre de commissions scolaires de 72 à 46.

Le porte-parole de la Coalition Avenir Québec en matière d'éducation et député de Chambly a questionné le ministre de l'Éducation sur ses intentions en regard de la réforme des commissions scolaires, plus particulièrement sur les problèmes soulevés par le redécoupage de la Commission scolaire des Patriotes.

J'estime important de questionner le ministre sur cette commission scolaire en particulier qui dessert des élèves de mon comté. Peut-il répondre, par souci de transparence, à cette question dans les plus brefs délais :

- Quelle somme le ministre de l'Éducation prévoit-il économiser dans le cadre du redécoupage de la Commission scolaire des Patriotes?

33) M. Bonnardel (Granby) – **10 février 2015**
 À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

L'automne dernier, j'ai déposé une question écrite à l'attention de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique concernant une recommandation soumise par le Protecteur du citoyen au ministère de la Santé et des Services sociaux afin de tenir compte, dans le calcul de la contribution financière au placement, de la pension alimentaire versée par le parent débiteur au parent créancier.

Le 6 octobre 2014, elle m'informait que le ministère reconnaît le caractère inéquitable de cette disposition réglementaire et que la recommandation du Protecteur du citoyen sera prise en compte. Pour ce faire, un groupe de travail a été formé pour préparer un plan d'action.

Je demande à la ministre où en sont les travaux du groupe de travail et quand et comment elle entend donner suite à la recommandation du Protecteur du citoyen. Quel est l'échéancier précis des travaux sur cet enjeu?

34) M. Charette (Deux-Montagnes) – **10 février 2015**
 Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques

Le 4 décembre 2014, j'ai déposé le projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs.

Lors des échanges qui ont suivi, à l'occasion de la période de questions et réponses orales du 4 décembre 2014, le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques a affirmé ceci : « Je note rapidement, puisqu'il a été déposé ce matin, qu'il y a peut-être certains éléments dont la constitutionnalité pourrait être soulevée, sinon mise en doute. »

J'estime important d'obtenir des précisions sur cette déclaration du ministre. Par souci de transparence, peut-il m'expliquer, dans les plus brefs délais :

- a) Selon lui, quels articles des Lois constitutionnelles de 1867 et 1982 posent problème en regard de la constitutionnalité du projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs?
- b) Pour chaque article concerné en a), peut-il expliciter les problèmes constitutionnels soulevés par le projet de loi n° 393, Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs?

Par ailleurs, reconnaît-il la nécessité pour le gouvernement et l'opposition de collaborer de façon constructive sur l'enjeu des nominations politiques et reconnaît-il que les nominations partisans créent de l'instabilité dans la haute fonction publique, peuvent engendrer des scandales politiques et contribuent à alimenter le cynisme de la population?

Reconnaît-il qu'il est plus que temps pour le gouvernement d'agir sur cet enjeu?

35) Mme Samson (Iberville) – **10 février 2015**

À la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française

Le 26 juin 2014, lors de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de la Culture et des Communications, la ministre de la Culture et des Communications a confirmé que les objectifs de son ministère font partie intégrante du plan stratégique 2012-2016.

Or, le premier objectif apparaissant à ce plan consiste, et je cite, à « rapatrier les budgets fédéraux en culture, assurant ainsi aux organismes culturels un guichet unique et la cohérence de l'action gouvernementale en création, en production et en diffusion ». L'indicateur pour cet objectif est le suivant : rapatriement de budgets d'institutions fédérales en culture, c'est-à-dire le budget dédié au milieu culturel québécois par trois institutions fédérales en culture, soit : le Conseil des arts du Canada, Téléfilm Canada et Patrimoine canadien.

J'estime important de questionner la ministre sur cette question. Par souci de transparence, peut-elle répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Quelles sont les actions qui ont été entreprises pour l'atteinte de cet objectif?
- b) Des discussions sont-elles en cours avec le gouvernement fédéral?
- c) Quelle échéance la ministre entend-elle respecter pour l'atteinte de cet objectif?

36) Mme Samson (Iberville) – **10 février 2015**

À la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française

Le 26 juin 2014, lors de l'étude des crédits 2014-2015 du ministère de la Culture et des Communications, la ministre de la Culture et des Communications affirmait qu'elle s'affèrerait à mettre à jour la politique culturelle du Québec, dont la dernière version remonte à 1992 : « Et évidemment, la politique culturelle gouvernementale du Québec, qui sera déposée le 31 mars 2016. Et pourquoi 31 mars 2016? Parce qu'évidemment il y aura énormément de consultations et nous voulons être sûrs qu'il y ait une très forte adhésion; il faut prendre le temps de la faire. » (Journal des débats, 26 juin 2014).

J'estime important de questionner la ministre sur cette déclaration. Par souci de transparence, peut-elle répondre à cette question dans les plus brefs délais :

- a) Quand la ministre prévoit-elle débiter les consultations sur la future politique culturelle du Québec?

37) M. Turcotte (Saint-Jean) – **11 février 2015**

Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre responsable de la région de la Montérégie

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a été le théâtre d'un déboisement important au cours des dernières années. Le Haut-Richelieu constitue l'une des régions les plus riches en biodiversité au Québec, mais aussi l'une des plus affectées par le déboisement. La superficie actuelle du plan de conservation de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu n'atteint pas les objectifs du Québec en matière de conservation de la biodiversité. Le règlement 509, qui modifie le règlement 371 visant le schéma d'aménagement et de développement de la municipalité régionale de comté (MRC) du Haut-Richelieu, a été adopté par celle-ci. Il s'agit d'un schéma de modification du périmètre urbain. Ce règlement a pour effet de retirer les secteurs L'Acadie et Saint-Luc à l'affectation périurbaine, et de les intégrer à l'affectation urbanisation. Cela signifie, en d'autres termes, que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pourra y effectuer du développement résidentiel. Le projet vient diminuer considérablement la zone périurbaine de

Saint-Jean-sur-Richelieu. Au même moment, la Ville tient des consultations publiques sur l'avenir des boisés en milieu urbain, à la suite de l'adoption d'un moratoire pour les protéger contre tout développement résidentiel.

Quelle est l'intention du ministre quant à la conservation des zones périurbaines dans les municipalités?

Qu'est-ce que le ministre prévoit faire pour soutenir les municipalités et les villes dans leurs actions pour la conservation des espaces naturels?

Subsidiairement, quelle est l'intention du ministre quant au règlement 509 de la MRC du Haut-Richelieu?

Le ministre a-t-il l'intention de respecter l'orientation 10?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 10 février 2015
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux – *députée de Taschereau.*
- b) 10 février 2015
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction – *député des Chutes-de-la-Chaudière.*
- c) 10 février 2015
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec – *député de Mercier.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS